

Bulletin de veille Souveraineté Alimentaire n° 5 - vendredi 20 février 2009

Nous en parlons dans un précédent bulletin : à l'initiative du Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (CNCR), les fédérations membres, ont mené du 22 au 30 décembre 2008 une réflexion large (impliquant plusieurs centaines de participants) et approfondie, sur la crise alimentaire, ses causes et ses conséquences, et sur les « voix paysannes vers les voies de la souveraineté alimentaire ».

Ces travaux ont donné lieu à une série de documents, de recommandations que nous relayons ci-dessous. Ils donnent un bon aperçu de ce que recouvre aujourd'hui en Afrique de l'Ouest, à travers l'exemple du Sénégal, ce concept de Souveraineté Alimentaire.

C'est le cinquième numéro de cette série de bulletins de veille Souveraineté Alimentaire, et nous allons renforcer la dynamique de réflexion collective pour les prochains numéros.

Si vous souhaitez contribuer avec nous, n'hésitez pas à prendre contact : veille@inter-reseaux.org

Bonne lecture.

Les équipes d'Inter-réseaux et de SOS Faim

www.inter-reseaux.org et www.sosfaim.org

... :: POLITIQUES AGRICOLES

Déclaration finale - La crise alimentaire : les voix paysannes vers les voies de la souveraineté alimentaire

Conseil national de concertation et de coopération des Ruraux (CNCR)- Sénégal - 21-22-23 Janvier 2009

Les choses bougent depuis le Forum de Niamey de 2006, organisé par le Roppa et ses plateformes d'organisations paysannes, pour preuve cette déclaration finale qui met l'accent sur une série de recommandations concrètes. La crise alimentaire et les "émeutes de la faim" ont secoué la planète. L'heure est à la mise en œuvre des différents plans, programmes et applications concrètes qui se matérialisent à travers la loi d'orientation agro-sylvo-pastorale, et ses décrets d'application, les cadres commerciaux, et les politiques de soutiens à l'agriculture aux niveaux nationaux, mais aussi sous-régionaux. Message à retenir de ces travaux : « Il faut aller plus loin dans la mise en œuvre des politiques définies de façon concertée ».

<http://www.cncr.org/spip.php?article184>

Vers une politique de souveraineté alimentaire

Ndiogou Fall, Président du Roppa, Dakar - 21 au 23 Janvier 2009

Juste un extrait éclairant de son intervention : "Une des questions auxquelles tous les Africains de l'Ouest devraient apporter une réponse est de savoir comment créer un marché régional des produits agricoles (indicateur incontestable d'une intégration régionale réussie) dans le contexte actuel de la libéralisation et de la globalisation des échanges. C'est une bonne voie pour aller vers la souveraineté alimentaire de la région. Il faut, à ce niveau, rappeler que les échanges commerciaux régionaux de produits agricoles ne représentent que 15% du commerce des pays de l'Afrique de l'Ouest. Assurément cela est faible pour faire jouer les complémentarités agroécologiques et réaliser la souveraineté alimentaire."

http://www.cncr.org/IMG/pdf/Intervention_du_president_du_ROPPA.pdf (PDF - 11 pages - 98 Ko)

Pour atteindre une souveraineté alimentaire : Le CNCR veut que les greniers soient remplis dans cinq ans

Walf Fadjri - février 2009

De nombreux articles relayent les résultats des travaux des ateliers du CNCR. Il est intéressant de voir les différents efforts de vulgarisation faits par les hommes de médias : " Le Conseil national de concertation et de coopération des ruraux veut que la notion de souveraineté alimentaire soit une réalité. Pour y arriver, les ruraux « assignent à l'Etat » un certain nombre d'obligations comme le respect de la déclaration de Maputo. Cette dernière demande aux Etats de consacrer 10 % de leur budget à l'agriculture. Ce n'est pas encore le cas dans la plupart des pays de la sous-région." Seront-ils entendus ?

http://www.walf.sn/economique/suite.php?rub=3&id_art=52529

Politique agricole commune CEDEAO - Projets et programmes d'investissement à l'étude

B. Dabo, Sud Quotidien - 17 février 2009

La démarche vers la mise en œuvre de la politique agricole commune régionale est en marche depuis bien longtemps, mais l'on attend toujours la mise en œuvre. Les programmes d'investissement nationaux et régionaux dont la définition a été souhaitée par les chefs d'Etat sont à l'étude. Une réunion d'information sur le processus de formulation des Programmes nationaux d'investissement agricole avait lieu le 16 février dernier à Dakar. Après l'adoption de Ecowap, un plan d'actions a été défini et retient comme axes d'intervention prioritaires l'amélioration de la gestion de l'eau, le développement durable des exploitations agricoles, la gestion améliorée des autres ressources naturelles, le développement des filières agricoles et la promotion du commerce national, régional et international. A cela s'ajoutent la prévention et la gestion des crises alimentaires et autres calamités naturelles ainsi que le renforcement institutionnel.

<http://www.sudonline.sn/spip.php?article16651>

... ::: POLITIQUES COMMERCIALES

Afrique de l'Ouest - Les producteurs agricoles veulent un tarif extérieur commun protecteur

B. Ouédraogo, IPS - 18 février 2009

Le Réseau des organisations paysannes et des producteurs d'Afrique de l'Ouest (Roppa) appellent à l'adoption, par les dirigeants des pays membres de la CEDEAO, d'un tarif extérieur commun (TEC) régional d'au moins 50% pour mieux protéger leur agriculture. Ce n'est pas toujours précisé dans cet article, mais on parle ici évidemment de la cinquième bande du TEC qui concerne essentiellement les produits agricoles et les produits alimentaires de base, tels que ceux définis dans la liste des produits sensibles.

http://ipsinternational.org/fr/_note.asp?idnews=5228

Réflexions sur les mesures de sauvegarde adoptables dans la CEDEAO

J. Berthelot, Solidarité - 6 février 2009

Le Roppa organisait au début du mois une rencontre de réflexion sur les mesures de protection nécessaires pour le développement du secteur agricole en Afrique de l'Ouest. Au vu du nouveau contexte dans lequel se situent les négociations sur le TEC et l'APE, Jacques Berthelot rappelle l'objectif essentiel de la CEDEAO, qui est de promouvoir le développement durable par une intégration régionale accrue, en disposant de mesures de protection du marché régional – TEC + Produits Sensibles + Mesures de Sauvegardes – efficaces et souples pour garantir aux producteurs, notamment agricoles, des prix rémunérateurs les incitant à produire plus sans pénaliser les consommateurs. Selon l'expert, l'écart des productivités entre les produits régionaux et les produits importés est si grand que la CEDEAO ne doit pas hésiter à prendre des mesures de protection novatrices, même si elles seraient perçues comme contraires aux règles actuelles de l'OMC.

<http://tinyurl.com/btc5jw> (DOC - 12 pages - 118 Ko)

Sénégal - Filière oignon : Les importations suspendues pour six mois

Walf Fadji - 18 février 2009

De bons résultats dans la filière oignon au Sénégal ont été enregistrés suite à la politique de diversification et de promotion des produits locaux. Cette filière a triplé sa production entre 2003 et 2008, favorisant même la suppression des importations d'oignons du 1er mars au 31 août 2009. Toutefois, ces bons résultats qui offrent de belles perspectives pour la production d'oignons cachent mal les contraintes liées au développement de ce secteur. Pour contourner ces difficultés, des mesures ont été prises, consistant à diminuer quantitativement les importations, à réaliser un programme de construction d'infrastructures de stockage et de conservation du produit. Reste la question de certaines « taxes parafiscales » qui demeurent. Les bonnes récoltes ont dopé les producteurs d'oignons qui comptent maintenir le cap afin de débarrasser le Sénégal d'une obligation d'importer en permanence de l'oignon.

http://www.walf.sn/economique/suite.php?rub=3&id_art=53153

... ::: POLITIQUES DE COOPÉRATIONS

Déclaration finale de la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale : les défis du changement climatique et de la bioénergie

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) - 27 janvier 2009

Une rencontre internationale sur « la sécurité alimentaire pour tous » a rassemblé une centaine de pays lundi 26 et mardi 27 janvier à Madrid sous l'égide de l'ONU, de la FAO et du gouvernement espagnol. L'occasion de faire le point six mois après le sommet de Rome organisé par la FAO. Voici la déclaration finale qui se veut le reflet de l'avis des différents acteurs sur le processus.

http://www.ransa2009.org/docs/Declaration_fr.pdf (PDF - 5 pages - 48 ko)

Conférence de Madrid : Crise alimentaire : s'attaquer aux causes réelles

Oxfam France - Agir ici, 5 février 2009

Les 26 et 27 janvier derniers s'est tenue à Madrid la conférence de haut niveau sur "La sécurité alimentaire pour tous", dont l'objectif était de faire le bilan des actions de la communauté internationale depuis les "émeutes de la faim" en avril 2008. Selon J.D. Crola : « Force est de constater que les engagements, déjà insuffisants, n'ont pas été tenus par les pays donateurs : sur les 22 milliards de dollars annoncés en juin dernier pour lutter contre la crise alimentaire, moins de 10 % ont effectivement été délivrés ». Oxfam alerte dans un communiqué : "La crise alimentaire va s'aggraver"...

http://www.oxfamfrance.org/php/conference_de_madrid.php

Tables rondes sur l'agriculture familiale et la sécurité alimentaire au vingt et unième siècle

Fonds international de développement agricole - février 2009

Le Fonds international de développement agricole (FIDA) a réuni à Rome les 18 et 19 février 2009 ses 164 états membres dans le cadre du 32ème Conseil des Gouverneurs. Sécurités alimentaires, agricultures familiales, prix agricoles sont à l'ordre du jour. En attendant d'avoir les résultats voici la présentation des trois tables rondes sur les thèmes : Volatilité des prix des produits alimentaires (Comment aider les petits exploitants à gérer le risque et l'incertitude) ; La demande accrue de terres (Risques et possibilités pour les petits exploitants) ; Recherche et innovation en faveur des petits exploitants dans le contexte du changement climatique.

http://www.ifad.org/events/gc/32/roundtables/chapeau_f.pdf (PDF - 4 pages - 403 ko)

Campus Plein Sud - Campagne inter universitaire de sensibilisation autour de la souveraineté alimentaire

Louvain Coopération au développement - 23 février 2009

Que faire ? La distribution d'aide alimentaire d'urgence, certes nécessaire, ne suffit pas. Il faut agir sur les causes profondes du problème : consommer moins d'énergie et réduire la course à la consommation ; renforcer le développement rural et le soutien à l'agriculture vivrière dans les pays pauvres, afin d'augmenter la production locale ; rendre plus équitables les règles du commerce international. Quand les problématiques Nord-Sud s'invitent à la jeunesse universitaire autour d'un programme exigeant et d'un regard original, c'est à souligner !

http://www.louvaindev.org/pdf/presentation_campagne_campus_plein_sud_2009.pdf (PDF - 5 pages - 98 Ko)

Peuplement et monde réel : Plaidoyer pour un nouveau paradigme de l'aide

J.M. Cour, Stateco - 2006

« Il faut changer de paradigme. » Cette note propose une grille de lecture des problèmes et des perspectives des pays en voie de développement redonnant au facteur peuplement le rôle central. Cette grille de lecture, illustrée sur le cas de l'Afrique de l'ouest, intègre, dans le temps long, les quatre dimensions que sont la dynamique démographique, l'occupation de l'espace, la transformation économique et l'ouverture au monde, et la dynamique politique et sociale. Un document de 2006 qui reste d'actualité en ces « temps de crise ».

<http://www.insee.fr/fr/insee-statistique-publique/connaitre/stateco/stateco100/stec100o.pdf> (PDF - 6 pages - 70 ko)

... :: SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Suivre la situation ! Derniers rapports pays (zone CEDEAO)

Réseau de prévention des crises alimentaires - février 09

Mieux s'investir dans les causes structurelles de l'insécurité alimentaire, s'informer sur la situation alimentaire et nutritionnelle par pays. Le Réseau de prévention des crises alimentaires a mis en place une carte interactive qui permet d'accéder aux profils céréaliers des pays, et aux dernières actualités sur le sujet. On y trouve également les estimations des récoltes et les bilans céréaliers prévisionnels. Le cas du Mali est intéressant et illustre bien l'intérêt de cet outil : plusieurs sources sont proposées, que l'on peut comparer pour essayer de se faire une idée "juste".

<http://www.food-security.org/suivrelasituation.php>

Entre les OGM et l'AFSSA, la France se remet en clause

Revue de presse de la Mission Agrobiosciences - 18 février 2009

On le sait, les OGM sont un dossier délicat et très controversé ! La sortie récente d'un rapport de l'AFSSA relance la discussion. En attendant la prochaine réunion des 27 ministres de l'Environnement des États membres qui devraient prendre des décisions, la revue de presse de la Mission Agrobiosciences nous aide à faire le point sur la question, en s'appuyant sur les rapports et sur les commentaires parus dans la presse nationale française de ces derniers jours. Un article plus axé sur la problématique de la sécurité alimentaire du point de vue de la santé, à rapprocher d'une autre référence sur les OGM proposée plus bas, qui interroge la question sous un angle assez différent, celui des facteurs de production.

http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2602

... :: COMMERCIALISATION DES PRODUCTIONS

Bientôt du pain avec des farines mixtes

E. Tola - 16 février 2009

Cette année, les boulangers béninois proposeront à leur clientèle des produits à base de farines mélangées grâce à un projet pilote d'utilisation des farines locales dans la panification et la pâtisserie. Ce projet, initié par le ministère de l'Agriculture du Bénin, entre dans le contexte de la crise actuelle du blé, qui a rendu le pain actuel plus cher. Le projet, qui vise la réduction des importations de blé et de farine de blé, consiste à inclure les farines locales du pays dans la préparation des produits de boulangerie et de pâtisserie. Il s'agira essentiellement de farines de maïs et de manioc, selon le gouvernement qui a accepté d'appuyer des unités de production de ces farines sur le territoire béninois.

http://ipsinternational.org/fr/_note.asp?idnews=5223

Protocole d'accord sur le kilogramme à 300 FCFA : Les commerçants n'ont pas tenu promesse

B.S.Diarra, Aurore - 19 février 2009

Le kilogramme du riz est toujours cédé au prix de 375 FCFA dans les principaux marchés de la capitale, une semaine après l'entrée en vigueur du protocole d'accord signé entre le gouvernement Malien et les opérateurs économique de la place. Le protocole d'accord en question est relatif à la commercialisation de la récolte qui fait suite à la mise en œuvre de l'« Initiative Riz ». Certains commerçants sont accusés de faire de la rétention de marchandises dans le but de provoquer une pénurie qui leur permettra de s'adonner à loisir à leur sport favori : la spéculation. Ces cas ne doivent en aucun cas pour autant laisser penser que tous les commerçants sont des voleurs, ce qui serait évidemment très réducteur.

<http://www.maliweb.net/category.php?NID=40856&intr=>

Gestion de l'offre-clé de voûte de la souveraineté alimentaire

AD. Beaudoin - G. Besner UPA, MAE (Québec) - janvier 2009

Une présentation, illustrée par de nombreux dessins et images pour mieux comprendre et expliquer les forces qui affectent les marchés, et rappeler l'importance de l'« action collective » nécessaire pour y faire face... Un des moyens préconisé au Canada. Possibles sûrement à adapter dans d'autres régions et à articuler avec d'autres actions et formes d'organisations d'acteurs sur les filières.

http://www.cncr.org/IMG/pdf/Souverainete-alimentaire-v2_Mode_de_compatibilite_.pdf (PDF - 33 pages - 7 Mo)

... :: FACTEURS DE PRODUCTION

L'accaparement des terres de rizières met en péril la souveraineté alimentaire de l'Afrique

Grain.org - janvier 2009

Le Mali, comme plusieurs autres pays d'Afrique de l'Ouest, est devenu un important importateur de riz alors qu'il était encore récemment un exportateur net. Le gouvernement s'est maintenant engagé dans une initiative nationale sur le riz de plusieurs millions de dollars, censée restaurer l'autosuffisance alimentaire en aidant les agriculteurs du pays à produire plus. Pourquoi le gouvernement a-t-il donc laissé une immense étendue de bonnes terres de rizières à un fonds d'investissement libyen et à des entreprises chinoises ? C'est une bonne question que pose cette organisation qui veille au grain, justement !

<http://grain.org/articles/?id=47>

Razzia mondiale sur les terres cultivables

La croix - 2 février 2009

Article éclairant, qui s'appuie largement sur le rapport de l'ONG Grain que l'on signalait ici en novembre dernier, et dans la référence précédente. L'essentiel de la problématique est résumé sur une page et l'article est conclu ainsi : Peut-on empêcher cet accaparement des terres ? « Juridiquement, non. Depuis que la Banque mondiale a déclaré dans les années 1990 le principe d'universalité des terres, tout le monde peut légalement les acheter, observe Christian Bouquet, spécialiste en géopolitique (CNRS-université de Bordeaux). Quelques pays comme le Mexique ont promulgué des lois visant à limiter cette nouvelle forme de "délocalisation" afin de conserver leur souveraineté alimentaire. Mais les groupes multinationaux les respectent plus ou moins... » Tout dépendra donc de la façon dont les contrats seront appliqués. Et de la manière dont l'intérêt des petits paysans sera pris en compte.

<http://www.la-croix.com/article/index.jsp?docId=2364107&rubId=1099>

Le changement climatique menace la sécurité alimentaire

M. Mannak, IPS - 24 janvier 2009

Le Groupe d'analyse des systèmes climatiques (CSAG) a récemment examiné les effets à long terme du changement climatique sur une agriculture pluviale en Afrique australe où la majorité des paysans dépendent de la pluviométrie pour leurs cultures puisqu'ils n'ont pas de moyens pour des systèmes d'irrigation. Il existe un lien direct entre la baisse prévue des productions de maïs et les changements climatiques. Une solution potentielle préconisée est que les agriculteurs cultivent différents produits qui sont plus résistants aux changements climatiques et qui ont besoin de moins d'eau. Cela passe aussi d'après ce groupe par l'éducation des paysans, comme une initiative conjointe, par des scientifiques, des ONG et des gouvernements. Il convient aussi de mieux localiser les données afin que les agriculteurs reçoivent des informations pertinentes parce que "l'impact du changement climatique varie d'une région à une autre". Quelle place pour les pratiques et les savoirs paysans ?

http://ipsinternational.org/fr/_note.asp?idnews=5193

Nourrir 9 milliards d'humains sans OGM, c'est possible

D. Semaska, Eco-Life.fr, 18 février 2009

2050 : la Terre porte 9 milliards d'humains. Pour que la planète supporte ce poids, prévu par les études démographiques, pas de solution miracle. Marc Dufumier, Professeur d'agronomie au sein d'AgroParis Tech (Institut des sciences et industries du vivant et de l'environnement), rappelle que seule l'intégration des écosystèmes dans l'agriculture, ou agroécologie, serait viable. Mais comment produire en quantités sans engrais ? Le mieux est encore de le lire dans le texte : « Le soleil, l'azote, la potasse, le phosphore et les éléments minéraux sont aujourd'hui sous-utilisés, alors que ce sont eux les vrais facteurs de croissance ! Aujourd'hui, nos engrais azotés sont fabriqués par le gaz naturel de Russie. Les protéines qui nourrissent notre bétail viennent du Brésil. Nous pouvons faire autrement. Ces protéines peuvent être fabriquées par les légumineuses (luzerne, fèves, pois chiches, lentilles, trèfle, etc.), combinées à la rotation des cultures. Mise à part la rupture technologique, et le fait d'avoir franchi une barrière entre espèces, les OGM continuent dans la même logique que l'agriculture productiviste et ne résolvent rien. Croire que la production des pesticides par la plante elle-même permettra de s'en affranchir est une fuite en avant. »

http://www.lejdd.fr/cmc/ecologie/200908/nourrir-9-milliards-d-humains-sans-ogm-c-est-possible_188178.html

... :: : LES RÉFÉRENCES INCONTOURNABLES

Rapport final de l'atelier : « La crise alimentaire : les voix paysannes vers les voies de la souveraineté alimentaire »

Conseil national de concertation et de coopération des ruraux - Sénégal - 18 février 2009

L'atelier a permis de débattre en profondeur des principales questions liées à la souveraineté alimentaire. Il a également été l'occasion pour les producteurs et leurs organisations de mesurer l'ampleur de la crise et sa complexité. L'analyse des réactions à la crise montre l'inefficacité des solutions préconisées par les acteurs, et chez les ménages ruraux pauvres la pauvreté va crescendo. Un véritable processus participatif sur la durée, des ateliers locaux vers l'atelier final de niveau international, impliquant les partenaires, des points importants dont on reparlera : des informations de plus en plus précises sur le comportement des ménages face à la crise, et la composition du bol alimentaire des ménages, et un point à approfondir en particulier : l'amélioration de la productivité agricole tout en maintenant le revenu des agriculteurs.

http://www.cncr.org/IMG/doc/Rapfinal_Atelier_Souv_Alim.doc (doc - 18 pages - 765 ko)

Quand 70 % des affamés sont des paysans

RFI - CCFD - 3 février 2009

Mardi 3 février, dans le cadre de l'émission « C'est pas du vent ! », Ambroize Mazal (chargé de souveraineté alimentaire au CCFD-Terre solidaire), a débattu avec Marcel Mazoyer (ingénieur agronome et professeur émérite à l'Institut national agronomique Paris-Grignon) de la souveraineté alimentaire. Les pays qui comptent le plus de personnes souffrant de la faim et de la malnutrition sont ceux-là mêmes qui exportent de grandes quantités d'aliments ou qui les entreposent. 70 % des 850 millions de personnes qui n'ont pas suffisamment de quoi se nourrir sont des paysans. Enrichissante écoute.

http://www.rfi.fr/radiofr/editions/108/edition_482_20090203.asp (émission à écouter ou télécharger - 27 mn)

Manifeste de neuf intellectuels antillais pour « des produits de haute nécessité »

Lemonde.fr - lundi 16 février 2009

Une analyse intéressante de la crise sociale qui secoue actuellement les Antilles françaises, un texte politique à lire dans son intégralité. Cet extrait concerne plus particulièrement notre sujet : « Il y a la haute nécessité de comprendre que le labyrinthe obscur et indémêlable des prix (marges, sous-marges, commissions occultes et profits indécents) est inscrit dans une logique de système libéral marchand, lequel s'est étendu à l'ensemble de la planète avec la force aveugle d'une religion. Ils sont aussi enchâssés dans une absurdité coloniale qui nous a détournés de notre manger-pays, de notre environnement proche et de nos réalités culturelles, pour nous livrer sans pantalon et sans jardins-bokay aux modes alimentaires européens. C'est comme si la France avait été formatée pour importer toute son alimentation et ses produits de grande nécessité depuis des milliers et des milliers de kilomètres. Négocier dans ce cadre colonial absurde avec l'insondable chaîne des opérateurs et des intermédiaires peut certes améliorer quelque souffrance dans l'immédiat ; mais l'illusoire bienfaisance de ces accords sera vite balayée par le principe du "Marché" et par tous ces mécanismes que créent un nuage de voracités, (donc de profitations nourries par "l'esprit colonial" et régulées par la distance) que les primes, gels, aménagements vertueux, réductions opportunistes, pianotements dérisoires de l'octroi de mer, ne sauraient endiguer. » Un texte qui se propose de remettre un peu les choses à leur juste place...

http://www.lemonde.fr/archives/article/2009/02/16/neuf-intellectuels-antillais-contre-les-archaismes-coloniaux_1156114_0.html

... :: AGENDA ET ÉVÈNEMENTS

Foire internationale de l'agriculture et des ressources animales :

Une 10e édition sous le signe de la souveraineté alimentaire - 9 au 19 avril 2009 - Dakar

Walf Fadjri, 5 février 2009

En prélude au lancement officiel de la dixième édition de la Foire internationale de l'agriculture et des ressources animales (Fiara) qui se déroulera du 9 au 19 avril prochain, le comité d'organisation a décliné hier, face à la presse, les lignes directrices du thème de cette année axé sur la souveraineté alimentaire. Autant de choses qui exigent la reconnaissance et le soutien aux activités des exploitations familiales paysannes. Ainsi, au-delà de la reconnaissance et du soutien aux activités des exploitations familiales paysannes, les ruraux comptent se retrousser les manches pour promouvoir une plus forte protection des produits alimentaires, le développement de marchés locaux et de marchés sous-régionaux et régionaux entre autres. Une « caravane de la souveraineté alimentaire » sera organisé autour de cet événement, une forme de mobilisation originale pour populariser ces thématiques !

http://www.walf.sn/societe/suite.php?rub=4&id_art=52804

Bulletin de veille coordonné par Sebastian Alzerreca.

Si vous avez des ressources intéressantes à partager en réseau, n'hésitez pas à les partager : écrivez nous à veille@inter-reseaux.org

Vous pouvez vous inscrire au bulletin de veille sur le site d'Inter-réseaux (formulaire en bas à gauche sur la page d'accueil du site).

Si vous ne souhaitez pas recevoir les futures éditions de ce bulletin, merci de nous le signaler.

Vous pouvez rechercher sur le site d'Inter-réseaux toutes les références parues dans les bulletins de veille, par thématique. Par ex. toutes les références relatives au commerce international, au coton, aux organisations paysannes, etc. A voir sur <http://veille.inter-reseaux.org> (menu déroulant à droite "choisir thème").

Inter-réseaux, le 20 février 2009

Avec le soutien de : Direction Générale de la Coopération au Développement, Ministère des Affaires Etrangères (Belgique), Ministère des Affaires Etrangères (Luxembourg), SOS Faim Belgique et SOS Faim Luxembourg